

**Convention collective**

**IDCC : 9321. – EXPLOITATIONS AGRICOLES  
ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX  
COOPÉRATIVES D'UTILISATION DE MATÉRIELS AGRICOLES  
(Gers)  
(12 juin 1954)**

(Étendue par arrêté du 29 novembre 1954,  
*Journal officiel* du 11 décembre 1954)

**AVENANT N° 5 DU 9 FÉVRIER 2018**

**À L'ACCORD DÉPARTEMENTAL DU 17 SEPTEMBRE 2009 RELATIF À LA MISE EN PLACE  
D'UN RÉGIME D'ASSURANCE COMPLÉMENTAIRE FRAIS DE SANTÉ  
DES SALARIÉS AGRICOLES NON CADRES AFFILIÉS À L'AGIRC**

NOR : AGRS1897059M  
IDCC : 9321

Entre :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Gers ;  
Fédération départementale des CUMA du Gers ;  
Syndicat des entrepreneurs de travaux agricoles, ruraux du Gers ;  
Mouvement de la défense des exploitants familiaux ;  
Coordination rurale 32,

D'une part, et :

SNCEA CFE-CGC ;  
Syndicat général agroalimentaire CFDT du Gers ;  
Syndicat départemental FGTA FO ;  
Syndicat départemental FNAF CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Pour se mettre en conformité avec l'avenant n° 4 du 15 septembre 2015 et l'avenant n° 5 du 28 septembre 2016 à l'accord national du 10 juin 2008 concernant la protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance, et avec les dispositions légales concernant les régimes collectifs de prévoyance, les parties se sont accordées pour procéder à des aménagements de l'accord santé du Gers du 17 septembre 2009.

Mise à jour des structures tarifaires et des tarifs, des dispositifs de pratique tarifaire maîtrisée, et intégration du principe de solidarité.

## Article 1<sup>er</sup>

### Modification de l'article 7 – cotisations

L'article 7 « Cotisations » est réécrit ainsi :

« Le contrat d'assurance complémentaire santé se compose d'un socle obligatoire appelé « Garanties complémentaires de base » et d'une option appelée « Garanties optionnelles ».

Les structures tarifaires de la garantie santé sont les suivantes, au choix de l'entreprise :

Structure tarifaire 1 : Adulte/Enfant

Structure tarifaire 2 : Isolé/Famille

Le financement du contrat d'assurance complémentaire frais de santé souscrit par l'employeur est assuré par une cotisation répartie de la façon suivante :

#### 1. Garanties complémentaires de base (salarié seul)

Cotisation « Adulte » ou cotisation « Isolé »

Répartition :

50 % à la charge de l'employeur ;

50 % à la charge du salarié.

#### 2. Garanties facultatives (elles s'ajoutent aux garanties de base du salarié)

##### 2.1. Garanties de base

Cotisation « Adulte » (conjoint), cotisation « Enfant »

Cotisation « Famille ».

##### 2.2. Garanties optionnelles

Cotisation « Adulte » (salarié, conjoint), cotisation « Enfant »

Cotisation « Isolé », cotisation « Famille ».

Toutes les cotisations des garanties facultatives sont à la charge exclusive du salarié. Elles s'ajoutent à la cotisation obligatoire.

#### 3. Tarifs

Formule Adulte/Enfant :

GARANTIES DE BASE	TOTAL PAR MOIS	PART PATRONALE	PART SALARIALE
Cotisation mensuelle obligatoire toutes taxes comprises			
Adulte (salarié seul)	1,07 %, soit 35 €	0,535 %, soit 17,50 €	0,535 %, soit 17,50 €
Cotisations mensuelles facultatives toutes taxes comprises			
Cotisation adulte (conjoint)	+ 1,07 %, soit 35 €	–	+ 1,07 %, soit 35 €
Cotisation enfant (enfant à charge)	+ 0,63 %, soit 21 €	–	+ 0,63 %, soit 21 €

GARANTIES OPTIONNELLES	TOTAL PAR MOIS	PART PATRONALE	PART SALARIALE
Cotisations mensuelles facultatives toutes taxes comprises			
Cotisation adulte (conjoint)	+ 0,16 %, soit 5 €	–	+ 0,16 %, soit 5 €
Cotisation enfant (enfant à charge) *	+ 0,09 %, soit 3 €	–	+ 0,09 %, soit 3 €

GARANTIES OPTIONNELLES	TOTAL PAR MOIS	PART PATRONALE	PART SALARIALE
* Gratuité à partir du 3 <sup>e</sup> enfant.			

Formule Isolé/famille :

GARANTIES DE BASE	TOTAL PAR MOIS	PART PATRONALE	PART SALARIALE
Cotisation mensuelle obligatoire toutes taxes comprises			
Isolé (Salarié seul)	1,07 %, soit 35 €	0,535 %, soit 17,50 €	0,535 %, soit 17,50 €
Cotisations mensuelles facultatives toutes taxes comprises			
Famille (conjoint et enfants à charge)**	+ 1,91 %, soit 63 €	–	+ 1,91 %, soit 63 €

GARANTIES OPTIONNELLES	TOTAL PAR MOIS	PART PATRONALE	PART SALARIALE
Cotisations mensuelles facultatives toutes taxes comprises			
Isolé (salarié seul)	+ 0,16 %, soit 5 €	–	+ 0,16 %, soit 5 €
Famille (conjoint et enfants à charge)**	+ 0,28 %, soit 9 €	–	+ 0,28 %, soit 9 €
** Ne comprend pas la cotisation salarié.			

Les montants en euros de l'exercice 2018 sont indiqués à titre informatif. Ces montants évoluent tous les ans en fonction du plafond mensuel de la sécurité sociale (PMSS).

PMSS 2018 = 3 311 €.

L'appel et le recouvrement de ces cotisations sont confiés à l'organisme assureur (ou son délégataire de gestion) choisi par l'entreprise. »

## Article 2

Le renvoi (1) des tableaux de garanties des annexes I et II est modifié ainsi :

« (1) Le remboursement diffère selon que le médecin est adhérent ou non à l'un des dispositifs de pratique tarifaire maîtrisée (DPTM) prévus à l'article L. 871-1 du code de la sécurité sociale (OPTAM/OPTAM-CO) ; »

## Article 3

L'article suivant est ajouté :

« Article 12. Haut degré de solidarité

Conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, une quote-part de 2 % des cotisations frais de santé (hors taxe) est affectée au financement de prestations revêtant un degré élevé de solidarité. Ce financement alimente un fonds de solidarité faisant l'objet d'une comptabilité spécifique et dont les modalités de fonctionnement sont définies au sein d'un règlement spécifique.

La commission paritaire décide annuellement des actions de solidarité qu'elle définit comme prioritaires au niveau de l'accord collectif départemental.

L'institution AGRI PRÉVOYANCE est choisie comme gestionnaire du fonds de solidarité.

#### **Article 4**

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur à compter du premier jour du trimestre civil suivant la date de parution de l'extension au *Journal officiel*, et au plus tôt le 1<sup>er</sup> Juillet 2018.

#### **Article 5**

La partie la plus diligente des organisations signataires du présent avenant le notifie à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature.

Le présent accord est déposé conformément aux dispositions des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail.

Les parties conviennent de solliciter l'extension du présent avenant.

Fait à Auch, le 9 février 2018.

(Suivent les signatures)